Depuis 1928, le seul hebdomadaire de langue française en Alberta

Le Franco

Il ne reste que 3 semaines avant la Fête franco-albertaine à Fort McMurray. Avez-vous votre passeport?

Vol. 31 no 23 | Edmonton, semaine du 6 au 12 juin 1997 | 16 pages | 60c

Saint-Paul

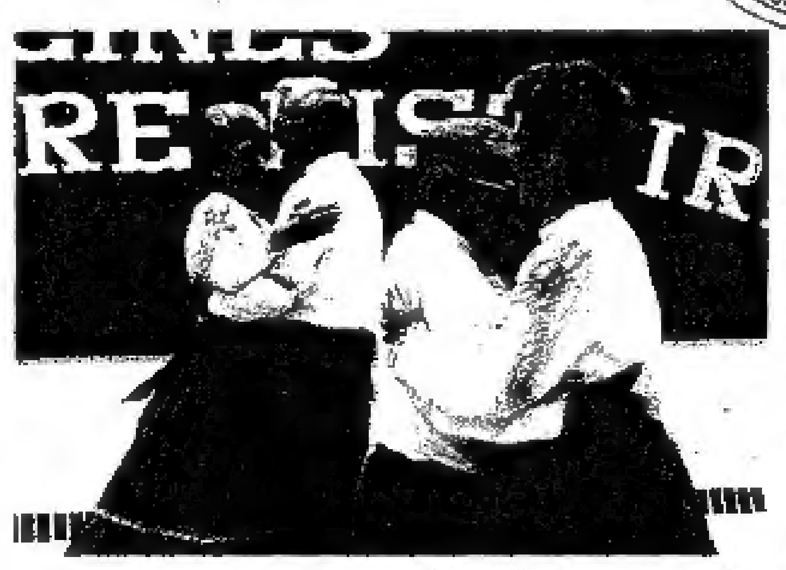
Rassemblement annuel de la FAFA

KAREN DUPLAIN

SAINT-PAUL — **L'assemblée annuelle de la Fédération des aîné(e)s franco-albertains (FAFA) a eu lieu à Saint-Paul, les 28 et 29 mai derniers.**

Sous la présidence de Jeannette Létourneau, cette huitième assemblée annuelle a réuni environ 55 membres au Centre culturel de Saint-Paul. La cérémonie a débuté le mercredi 28 mai avec un petit goûté, suivi d'une tournée du Musée historique et du village de Saint-Paul et s'est terminée avec une soirée dansante avec la troupe de danse «Tourbillons».

Le lendemain avait lieu l'assemblée générale annuelle suivi de la célébration eucharistique et de la remise du prix «Aîné(e) de l'année». En après-midi, deux ateliers portant sur le thème «Nos racines, notre histoire» étaient offerts aux membres présents.



La troupe de danse *Tourbillons* a offert aux aîné(e)s un spectacle virevoltant

L'organisatrice de la 8e édition de l'assemblée annuelle de la FAFA, Margot Fauchon, se dit très satisfaite du déroulement de l'événement. «Il y a environ 55 membres qui se sont déplacés pour le rassemblement, ce qui est satisfaisant. Les aîné(e)s de nos jours sont presque aussi occupé(e)s que n'importe qui d'autres. De plus, beaucoup d'entre eux proviennent de l'extérieur. Il y a des gens d'Edmonton, de Calgary, de Bonnyville, de St-Isidore....», a-t-elle précisé.

La présidente de l'assemblée, Jeannette Létourneau a, quant à elle, tenu à remercier tous ses membres pour leur travail ainsi que tous les bénévoles et les formatrices qui ont contribué au succès de la FAFA cette année. «L'année 1996-97 fut une année dont nous pouvons être fiers, une année couronnée de succès. Grand merci à vous tous pour votre appui, votre confiance, votre coopération depuis trois ans», a-t-elle conclu.

Lors de l'assemblée générale, le nouveau comité exécutif, soumis par le comité de nomination, a été élu par acclamation. C'est Hélène Lavoie qui assumera la présidence de la FAFA pour la prochaine année. L'ancienne vice-présidente semble ravie de cette nouvelle nomination. «Je suis enthousiaste d'accéder au poste de présidente d'autant plus que je travaille avec une équipe dynamique. Il y a du beau travail d'entrepris et notre but est d'impliquer le plus de monde possible dans les activités de la FAFA», a déclaré Mme Lavoie.

Le poste de vice-présidente est décerné à Lucille Fehr qui sera secondée par Thérèse Conway. Lucie Beauchemin assumera le poste de trésorière et Murielle Renault et Ida Lafrance, celui de conseillères. L'ancienne présidente, Jeannette Létourneau, devient présidente sortante.

La prochaine assemblée annuelle de la FAFA aura lieu à Edmonton à la fin du mois de mai 1998. La date officielle n'est pas encore déterminée. D'ici là, une messe aura lieu le 28 juin à Fort Mc Murray à l'occasion de la Fête franco-albertaine.

Gioia Sallustio-Jarvis, coordonatrice des Programmes collégiaux bilingues, trinque avec Claudette Tardif, doyenne de la Faculté Saint-Jean. Elles célèbrent le lancement officiel des deux programmes bilingues, Gestion de bureau et Administration des affaires, offerts par le Northern Alberta Institute of Technology (NAIT) en collaboration avec le Centre éducatif et communautaire de la Faculté Saint-Jean. Ce lancement avait lieu à NAIT, le 28 mai dernier. (voir page 5)

Cette semaine...

Courrier de deuxième classe
Enregistrement 1881

1L 1 (Y)
10014366
BIBLIOTHEQUE L'ASSEMBLEE NATIONALE
SERVICES DES PERIODIQUES
EDIFICE PAMPHILE LEMAY
QUEBEC PQ G1A 1A5

Appel à tous les Canadiens:

Des briques et du mortier pour Montfort

OTTAWA (APF) — **Si vous avez une vieille brique qui traîne dans votre cour, dans votre garage ou dans votre sous-sol, et que vous ne savez toujours pas quoi en faire, faites-la parvenir à l'attention de l'Hôpital Montfort. Là-bas, on construit un monument aux francophones anonymes d'Amérique!**

Décidément, le comité S.O.S. Montfort ne manque pas d'imagination lorsque vient le temps d'attirer l'attention du pays sur sa lutte pour le maintien du seul hôpital spécialisé de langue française en Ontario. Le jour même où les membres de la Commission de restructuration des services de santé décidaient derrière des portes closes de l'avenir de l'hôpital, les Franco-Ontariens dévoilaient la maquette d'un monument intitulé **O francophones anonymes d'Amérique**, qui sera érigé sur le site de l'hôpital.

Des représentants de différentes associations francophones ont déposé de la brique, des brouettes et du ciment au pied de la maquette conçue par un collectif d'artistes, de sculpteurs et d'étudiants en arts visuels de l'Université d'Ottawa. Cet «anti-monument» sera une structure formée de colonnes d'acier, d'arches et de ponts, de poutres et de linteaux «qui s'élèvent du gouffre de l'oubli et de l'indifférence pour donner corps à un espoir pour une communauté et les générations futures.»

Ce monument symbolique est aussi une sorte de pied-de-nez au premier ministre ontarien Mike Harris, qui a toujours affirmé qu'il n'était pas intéressé à discuter «de briques et de mortier», mais uniquement de services de santé en français.

Dans un discours patriotique empreint d'une touche de lyrisme, la présidente de S.O.S. Montfort, Gisèle Lalonde, a soutenu que les Franco-Ontariens avaient reçu dès leur naissance «une mission qui n'est donnée qu'aux grands peuples de la terre.» Elle a souligné au passage «l'inflexible détermination» et «l'implacable solidarité» des Franco-Ontariens devant la tourmente, de même que leur courage et leur fierté.

«Le «Francophone anonyme» qui sera immortalisé par cette oeuvre collective, ce soldat inconnu de nos combats, c'est nous tous, individuellement et collectivement. Que tous les francophones de l'Ontario, tous les francophones du Canada, tous les Acadiens, tous les Québécois s'y retrouvent avec tous ceux et celles d'autres souches qui accepteront de prendre la main que nous leur tendons.»

Mme Lalonde a aussi dénoncé au passage «l'incompréhension totale et l'entêtement déraisonné» des membres de la Commission de restructuration des services de santé. Il faut savoir que le Comité S.O.S. Montfort vit des heures angoissantes, alors que les rumeurs de la fermeture définitive de l'hôpital mettent à rude épreuve les nerfs de ceux et celles qui ont investi beaucoup d'énergie dans ce combat. La Commission a annoncé qu'elle rendra public sa décision au cours de l'été.

Mme Lalonde a aussi reproché aux politiciens fédéraux d'avoir presque eu honte de parler des droits de la minorité francophone durant la campagne électorale: «Il est devenu maintenant évident que nous ne devrons d'abord compter que sur nous-mêmes.»

Former des médecins en français

Le docteur Pierre Jean, qui a fondé le programme d'enseignement en français à la Faculté de médecine de l'Université d'Ottawa, a rappelé qu'elle était la seule faculté au pays à avoir comme mission de former des médecins dans les deux langues officielles. «Il est difficile d'imaginer qu'on puisse former, en français, des futurs médecins en dehors d'un hôpital francophone» a dit M. Jean.

Le mot de la fin revient au président-directeur général du quotidien Le Droit, Pierre Bergeron, qui s'est lancé dans la bataille dès le premier jour: «Page par page, l'opinion publique s'est formée. Brique par brique, le monument va se construire. L'avenir appartient à ceux qui luttent (Il s'agit de la devise du journal). L'avenir appartient aussi à ceux qui bâtissent.»

Les libéraux sont réélus mais perdent des plumes en Atlantique:

Les réformistes anti-Québec et anti-francophones formeront l'opposition officielle

Ottawa (APF) — **Le «pire scénario» appréhendé dans les milieux francophones vient de se matérialiser: le Parti de la réforme formera l'opposition officielle au cours des quatre prochaines années.**

Le Parti réformiste, qui rejette le concept des deux peuples fondateurs et qui souhaite la disparition du Commissariat aux langues officielles, a recueilli 60 sièges, surtout en Alberta et en Colombie-Britannique.

Avec ses 155 sièges et moins de 40 pour cent du vote exprimé au pays, le Parti libéral a réussi à grand-peine à former un deuxième gouvernement majoritaire consécutif; une première depuis le premier ministre Louis St-Laurent en 1953. La majorité au Parlement est de 151 sièges. En 1993, les libéraux avaient fait élire 177 députés.

Le président de la Fédération des communautés francophones et acadiennes, Jacques Michaud, craint maintenant que les réformistes arrivent à convaincre le gouvernement libéral de céder aux provinces la responsabilité complète en matière de langue et de culture. Il ne voit évidemment pas comment son organisme, qui a ouvertement invité les Canadiens à ne pas voter pour le Reform Party, pourra travailler avec l'opposition officielle. M. Michaud trouve cependant encourageant de constater que les réformistes n'ont pas réussi à percer en Ontario et dans les Maritimes.

Le premier ministre, Jean Chrétien, a pris l'engagement de gouverner dans l'intérêt de tous les Canadiens et de toutes les régions du Canada. Plus précisément, il a promis de mettre de l'ordre dans les finances publiques, de créer un climat propice pour la création d'emplois, d'investir dans les industries de l'avenir, de protéger les programmes sociaux, de lutter contre la pauvreté des enfants et de conserver le pays fort et uni.

«Nous avons une tâche énorme devant nous. Nous avons dû prendre des décisions très difficiles. Nous avons réussi à mettre le Canada sur la bonne voie. Nous avons demandé aux Canadiens des sacrifices énormes. Le pays doit des remerciements à tous et chacun,» a convenu M. Chrétien, qui veut maintenant préparer le Canada à son entrée dans le prochain siècle.

Le chef réformiste, Preston Manning, estime que le Canada entre dans une période de transition, qui conduira le pays vers un monde meilleur. Selon lui, les électeurs ont envoyé un message clair aux libéraux: «Vous ne pouvez pas briser vos promesses sans en payer le prix.»

Le Parti conservateur avec 20 députés, le Bloc québécois avec 44 députés et le Parti néo-démocrate avec 21 députés entreront aussi au Parlement par la grande porte, puisqu'ils ont tous obtenu le minimum requis de 12 sièges pour être officiellement reconnus par le président de la Chambre des communes.

Les Acadiens battent le ministre Young

En Atlantique, le Parti conservateur a fait élire 14 candidats, comparativement à 10 pour le Parti libéral et 8 pour le Parti néo-démocrate.

Les Acadiens ont mis à la porte le ministre de la Défense Doug Young, qui a subi la défaite dans la circonscription d'Acadie-Bathurst au Nouveau-Brunswick aux mains du syndicaliste néo-démocrate Yvon Godin. M. Young, qui était responsable de la réforme de l'assurance-chômage, a fait face à la colère des travailleurs saisonniers qui n'ont jamais accepté les compressions dans ce programme: «Ce soir, nous sommes punis parce que les gens ont l'impression qu'on les a pénalisés depuis deux ou trois ans, aussi bien dans l'assurance-emploi que dans d'autres programmes» a d'ailleurs reconnu M. Young.

Dans Beauséjour-Peticodiac, le fils du Gouverneur général, le jeune avocat libéral Dominic Leblanc, a aussi subi la défaite aux mains de l'héroïne des Acadiens, la néo-démocrate Angéla Vantour. Mme Vantour s'est fait connaître alors qu'elle a mené la lutte des Acadiens contre les profonds changements à la Loi sur l'assurance-chômage. La circonscription était représentée par le ministre libéral Fernand Robichaud, qui a préféré ne pas se représenter.

Les conservateurs ont fait élire 5 candidats au Nouveau-Brunswick, les libéraux 3 et les néo-démocrates 2.

Dans la circonscription de Bras D'Or en Nouvelle-Écosse, le ministre de la Santé, David Dingwall a été battu par la néo-démocrate Michelle Dockhill. La chef des néo-démocrates, Alexa McDonough a été élue dans Halifax. Dans cette province, les conservateurs ont fait élire six candidats, les néo-démocrates 5 et les libéraux aucun.

Les libéraux ont mis la main sur les quatre sièges dans l'Ile-du-Prince-Édouard alors qu'à Terre-Neuve, les libéraux et les conservateurs ont fait élire 3 candidats et les néo-démocrates un seul.

En Ontario, les libéraux ont presque tout raflé avec 100 sièges sur une possibilité de 103. Tous les députés libéraux francophones ont évidemment été réélus, dont la ministre des Travaux publics Diane Marleau et le ministre des Affaires internationales et de la Francophonie, Don Boudria.

«Ce soir, nous sommes punis parce que les gens ont l'impression qu'on les a pénalisés depuis deux ou trois ans»

Les ministres Paul Martin (Finances) et Marcel Massé (Conseil du Trésor) du Québec, Allan Rock (Justice) et Sheila Copps (Patrimoine) de l'Ontario et Lloyd Axworthy (Affaires étrangères) du Manitoba ont tous été réélus.

Dossier des Études Professionnelles et Technologiques (ÉPT):

Comment s'y retrouver

JEAN-SÉBASTIEN DELISLE



EDMONTON - **Le programme des ÉPT a été conçu dans un effort d'actualisation des cours complémentaires dispensés au niveau secondaire, en misant sur l'acquisition de compétences de base et de compétences spécifiques qui serviront aux élèves tout au long de leur vie. Mais de quelle manière le programme entend-il remplir tous ces objectifs: en d'autres termes, quelle en est la structure?**

Le programme des ÉPT est subdivisé en *domaines*, qui sont un groupe de modules rattachés à un secteur précis d'activités (par exemple: l'Adaptation au travail, l'Agriculture, le Droit, la Faune, la Mode, le Traitement de l'information, etc.) et en *modules*, qui décrivent ce que l'élève doit savoir et est en mesure de faire à chaque étape de son apprentissage. Ces modules sont eux-mêmes divisés en trois niveaux, élaborés de façon à fournir un apprentissage graduel: le niveau introduction permet aux élèves de développer des habiletés qui leur permettront d'approfondir leurs connaissances et sensibilise aux différentes carrières reliées au domaine choisi; le niveau intermédiaire est fondé sur les compétences acquises au niveau introduction et favorise l'élargissement des perspectives du domaine, pour aider au choix de carrière; le niveau avancé développe chez les élèves des compétences de haut niveau, les préparant ainsi au marché du travail ou aux études post-secondaires dans le domaine qu'ils approfondissent. Chaque module vaut un crédit et requiert de 17 à 25 heures de travail.

En contrepartie, il est essentiel de mentionner que le programme des ÉPT est basé sur les habiletés et les compétences démontrées et non sur un certain nombre d'heures de cours. Par exemple, un élève qui possède déjà des connaissances et des habiletés en informatique pourrait, au lieu de suivre un module spécifique en Traitement de l'information, *lancer un défi*: c'est-à-dire demander à l'enseignant de passer une évaluation sommative de ses connaissances et de ses habiletés. De cette manière, l'élève sera en mesure de compléter un module en une heure ou deux s'il démontre que ses acquis sont conformes aux normes d'évaluation.

Le programme des ÉPT favorise également un apprentissage par la pratique. En effet, les élèves ont accès à une grande variété de matériel d'appui: de la documentation, des logiciels, des sources audiovisuelles et l'Internet. En se confrontant ainsi aux ressources matérielles d'aujourd'hui, les élèves sont appelés à utiliser l'information de façon plus efficace et à devenir responsables de leur apprentissage. Peu importe le domaine, on retrouvera donc les mêmes instruments et technologies, les mêmes environnements et situations, la même clientèle, les mêmes produits et les mêmes méthodes.

La méthode d'évaluation

Dans le cadre du programme des ÉPT, l'évaluation des compétences de l'élève se fait à l'intérieur d'un processus particulier, à l'aide de normes bien déterminées: il s'agit pour l'enseignant de recueillir des données quant à la méthode suivie (les compétences de base liées à l'apprentissage personnel), quant au produit présenté (les travaux pratiques des élèves) et quant à l'interaction sociale démontrée par les élèves (l'aspect social des compétences de base).

Les normes du programme des ÉPT sont composées de deux parties: *les Attentes générales pour l'apprenant* ou encore la démonstration des compétences de base, et les *Attentes modulaires pour l'apprenant*, soit les compétences que les élèves doivent acquérir pour bien maîtriser la matière d'un module donné. À chaque attente modulaire pour l'apprenant correspond une norme d'évaluation qui précise les conditions et les critères à utiliser pour évaluer les compétences des élèves. Pour réussir, les élèves doivent donc se conformer à toutes les normes d'évaluation (qui leur servent de guide pour orienter leur apprentissage), y compris les critères spécifiques inclus dans chaque module. Les normes sont de plus en plus élevées à mesure que les élèves progressent dans les niveaux des modules, de sorte qu'ils sont adéquatement préparés au marché du travail ou aux études post-secondaires.

L'école publique francophone ouvrira en septembre

FRANÇOIS PAGEAU

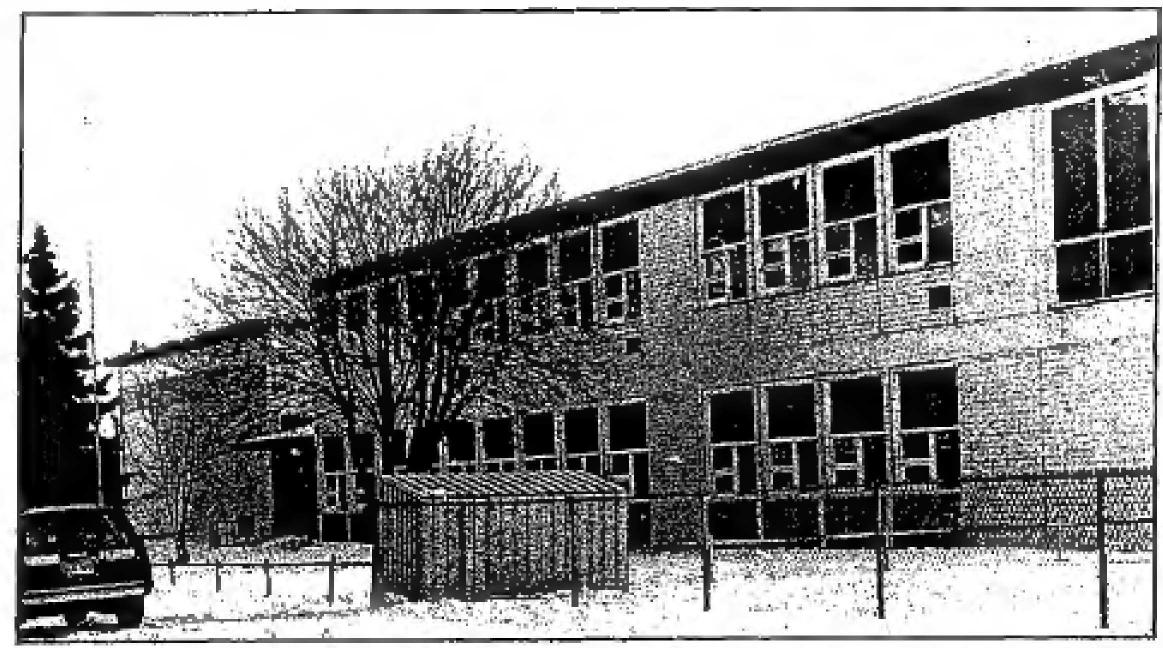
EDMONTON — **Après plusieurs années de revendications et de négociations, le comité de parents pour une école publique francophone et le Conseil du Centre-Nord se sont entendus pour ouvrir la première école publique francophone en septembre 1997. L'approbation finale par le Conseil scolaire a été donnée le 20 mai dernier.**

L'idée d'une école publique francophone, c'est-à-dire une école n'affichant aucune dénomination religieuse, pour la région d'Edmonton n'est pas nouvelle. Un comité avait été mis sur pied à la fin des années 1980. Mais c'est à la suite de l'obtention de la gestion scolaire par les francophones de l'Alberta, en 1994, que les choses se sont concrétisées.

À la suite d'un sondage sur la confessionnalité des écoles gérées par le Conseil scolaire du Centre-Nord, en 1995, on décidait d'octroyer la dénomination catholique à ces écoles. Un groupe de parents, qui désiraient une école publique, rencontrait alors les conseillers du Centre-Nord pour entamer les négociations.

À l'été 1996, tout semblait indiquer que l'école ouvrirait en septembre de cette année-là dans l'ancienne école de Mill Creek, sur la rive sud. Malheureusement, la directrice choisie pour la nouvelle école, Monique Michaud, se retira du projet pour des raisons de santé; de plus, quelques inscriptions furent perdues et le projet fut retiré.

Les négociations commencèrent alors pour poursuivre le projet. Le Comité de parents pour une école publique, présidé par Suzanne Sauvé, recevait en début d'année 1997 une liste de conditions pour l'ouverture de la nouvelle école. Ces conditions comprenaient, entre autres, un nombre minimum d'inscriptions et un nombre d'inscriptions maximum provenant des autres écoles du Conseil scolaire. Cette proposition ne reçut pas la faveur du comité de parents. Le Conseil proposa ensuite le bâtiment de l'école Père Lacombe comme nouvel emplacement de l'école publique. Les économies réalisées permettaient d'être plus flexible dans les conditions. Malgré le fait que l'école soit sur la rive nord et que la majorité des inscriptions soient sur la rive sud, le comité de parents acceptait la proposition après qu'une étude ait conclu que les élèves ne passeraient pas plus de 45 minutes en autobus.



La nouvelle école, dont le nom n'est pas encore annoncé, sera située au 10715 - 131A avenue. En date du 2 juin, les inscriptions dépassaient les 40 et se divisaient de la maternelle à la sixième année.

Les conseillers ont ratifié une demande de 59 mille dollars auprès du School Buildings Board pour l'aménagement de l'école publique ainsi que 30 mille dollars pour rectifier un problème d'accumulation d'eau dans la cour, ce qui bénéficiera aux deux écoles.

ÉDITORIAL

De sombres jours

On s'y attendait, on s'y préparait même depuis quelque temps.

N'empêche que ça donne un choc d'avoir les réformistes à l'Opposition officielle.
Un parti qui a habilement joué de l'intolérance des Canadiens et Canadiennes de l'Ouest et du sentiment anti Québec pour marquer des points. Le parti qui voudrait se débarrasser de la Loi sur les langues officielles et déclarer le Canada unilingue anglophone. Le parti qui rejette le concept des deux peuples fondateurs, écartant du revers de la main trois siècles de développement du Canada par les Canadiens français, refusant de reconnaître le travail des pionniers francophones en Alberta et niant à leurs descendants les droits qui leur reviennent.

Preston Manning joue avec succès sur l'écoeurement des Canadiens en ce qui a trait aux négociations constitutionnelles infructueuses qui affligent le Canada depuis que Trudeau a rapatrié la constitution sans la participation du Québec, plongeant le pays dans un cauchemar d'échecs répétitifs. Son arrivée à un poste de pouvoir sonne le glas du bilinguisme national.

Comment peut-on penser renforcer l'unité nationale avec les réformistes à l'opposition? Avec l'application par les politiciens fédéraux de la ligne dure envers le Québec, les bloquistes et le Parti québécois n'auront aucune espèce de difficulté à convaincre les Québécois et les Québécoises que le temps des compromis est révolu et qu'il n'y a plus rien à attendre des forces fédéralistes. Gilles Duceppe lui-même se réjouissait, le soir des élections, du nouveau statut des réformistes.

Plus grave encore, la fragmentation politique qui résulte du dernier scrutin fait en sorte que ni le parti d'opposition ni le parti au pouvoir ne représente l'ensemble du pays; aucun député réformiste à l'est du Manitoba et un nombre infime de libéraux dans les provinces atlantiques et dans l'Ouest.

Il est à prévoir que Jean Chrétien, en raison de pressions internes, démissionne pour laisser la place à un chef mieux équipé pour défendre l'unité nationale que ne l'est Chrétien. On n'a qu'à se souvenir du désastre référendaire de 1995 pour comprendre qu'un sang nouveau est nécessaire.

Il est impératif que les libéraux abandonnent leur credo de pragmatisme politique, s'empressent de confirmer leur attachement au bilinguisme national et reconnaissent constitutionnellement les demandes du Québec avant le prochain référendum. Il ne s'agit pas ici de céder à un quelconque chantage, mais bien de rétablir un déséquilibre qui existe depuis la naissance du Canada et de sauver les acquis d'une fédération. Honte sur eux s'il ne travaillent pas à ces fins, car le nouveau millénaire pourrait s'ouvrir sur de sombres jours pour la francophonie canadienne.



François V. Pageau





ERRATUM

Dans l'édition di Franco de la semaine dernière, nous parlions dans l'article à la une d'études professionnelles et technologiques, dont l'abréviation est ÉPT. Or, nous parlions d'ÉTP... Toutes nos excuses aux personnes concernées.

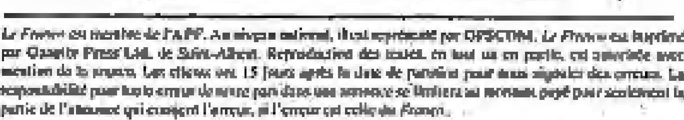
NOTE

Veuillez noter que Le Franco fera relâche en juillet. Si vous désirez acheter un espace publicitaire pour un événement qui se déroule en juillet, veuillez communiquer avec nous d'ici deux semaines afin de le publiciser dans les éditions de juin. Notre numéro de téléphone est le 465-6581 et notre numéro de télécopieur est le 465-3547

Directeur: François V. Pageau
Adjointe admin.: Micheline Brault
Journaliste: Karen Duplain
Infographiste: Charles Adam



OPSCOM
Tél (613) 241-5700



Le Franco est membre de l'APF. Au niveau national, il est représenté par OPSCOM. Le Franco est imprimé par Gazette Press Ltd. de Saint-Albert. Reproduction des textes, en tout ou en partie, est autorisée avec mention de la source. Les clients ont 15 jours après la date de parution pour nous signaler des erreurs. La responsabilité pour toute erreur de notre part dans une annonce se limitera au montant payé pour seulement la partie de l'annonce qui comporte l'erreur, si l'erreur est celle du Franco.

Le Franco
#201, 8527 - 91e rue Edmonton (AB) T6C 3N1
téléphone: 465-6581 télécopieur: 465-3647

Correspondants:
Calgary — Alain Bertrand
Centralta — Martin Blanchet
Lucienne Brisson
Fort McMurray — Joël Lavoie
Lethbridge — Mireille Dunn
Medecine Hat — Carole Simard
Red Deer — Claire Hélie
Rivière-la-Paix — Noëlla Fillion
Mario Cyr
Saint-Paul — Martin Brault

Programmes collégiaux bilingues:

Il faut augmenter les nombres

FRANÇOIS PAGEAU

EDMONTON — Après plusieurs années d'études, de recherches de partenaires et de travail acharné, les deux programmes collégiaux bilingues offerts par le CECA de la Faculté St-Jean en collaboration avec NAIT, soit Gestion de bureau et Administration des affaires, ont été officiellement lancés le 28 mai dernier. Mais le travail de recrutement reste à faire.

C'est dans la salle du Shaw Theatre du Northern Institute of Technology (NAIT) que les invités se sont regroupés pour entendre les discours des différents partenaires du programme. Camille Bérubé, Gérant de la Caisse populaire St-Vital de Beaumont, maire de la municipalité de Beaumont, administrateur de la Chambre économique de l'Alberta et ancien de la Faculté Saint-Jean, agissait à titre de maître de cérémonie.

Il a tout d'abord présenté Gioia Sallustio-Jarvis, coordonatrice des nouveaux programmes, qui a offert une présentation multimédia sur la présence francophone en Alberta.



Lee Bradshaw, vice-président aux Affaires académiques de NAIT, et son homologue de l'Université de l'Alberta, Anne-Marie Decore, signent le Memorandum of Understanding.

Par la suite, le maître de cérémonie a invité Lee Bradshaw, vice-président aux affaires académiques de NAIT, a prononcé quelques mots. M. Bradshaw a félicité tous les intervenants et a expliqué les circonstances qui ont mené à l'offre de programmes collégiaux bilingues.

Mme Anne-Marie Decore, l'homologue de M. Bradshaw à U of A, a célébré le lancement du programme bilingue en expliquant que les partenariats entre l'université et NAIT n'ont pas toujours été faciles à réaliser dans le passé. Elle a ensuite cédé la parole à Terry Cooke, doyen du School of Business de NAIT. Tout en admettant que les deux programmes bilingues, les seuls dans l'Ouest canadien, étaient une chose extraordinaire, il a souligné avec beaucoup de vigueur les problèmes de recrutement que ces programmes éprouvent. Il a lancé un défi à la communauté francophone, en affirmant que tout a été fait pour que ces programmes soient offerts. Il s'agit maintenant d'en faire la promotion auprès de la jeunesse francophone et francophile.

La doyenne de la Faculté Saint-Jean, Claudette Tardif, a elle aussi remercié tous les intervenants et intervenantes qui oeuvrent au programme et qui en sont à l'origine.

Finalement Pierre Brault, président de la Chambre économique de l'Alberta, a rappelé l'importance de la formation bilingue pour les entreprises qui exportent à l'étranger. Il a souligné à quel point il est utile d'apprendre non seulement une deuxième langue, mais aussi une troisième, une quatrième.

Les représentants des deux institutions, NAIT et U of A, ont ensuite effectué la signature du *Memorandum of Understanding*. La rencontre s'est terminée par la remise d'une plaque à Joël Michaud, président de Francophonie Jeunesse de l'Alberta, afin de souligner le travail exemplaire de l'organisme dans la genèse de ces programmes bilingues.

Un moment de joie et de célébration pour les francophones, mais un rappel que, dans le domaine de l'éducation en Alberta en 1997, l'avenir se joue dans le recrutement.

Nouvel organisme francophone

On offrira des services aux professionnels de la santé

OTTAWA (APF) — Le monde de la santé compte un nouvel organisme francophone national.

Vingt-quatre professionnels francophones du pays ont décidé le 31 mai dernier à Ottawa de créer le **Regroupement national francophone d'intervenantes et d'intervenants en santé et en services sociaux.**

L'objectif de ce nouvel organisme sera de permettre aux professionnels francophones de partager des ressources, de l'expertise et des expériences, en vue d'améliorer la prestation des services de santé en français au pays.

Organisée par le Regroupement des intervenantes et intervenants francophones en santé et en services sociaux de l'Ontario (RIFSSSO) avec l'appui financier de Santé Canada, cette première rencontre nationale des professionnels de la santé a permis de constater qu'il y avait des besoins différents, mais combien criants, d'une province à l'autre.

C'est le docteur **Denis Vincent**, un médecin de famille en milieu rural de St-Isidore en Alberta, qui a proposé la création de l'organisme. Sa proposition a été immédiatement appuyée par Claire Cronier de Kingston en Ontario. Mme Cronier est présidente du Regroupement des diététistes francophones de l'Ontario.

Un comité de démarrage a été mis sur pied. Il est formé du docteur Denis Vincent de l'Alberta, de l'orthophoniste Françoise Kenny de Regina en Saskatchewan, de l'infirmier Ulysse Lahaie de Notre-Dame de Lourdes au Manitoba, du travailleur social Gilles Renault d'Alexandria en Ontario, de l'anesthésiste Odette Albert de Moncton au Nouveau-Brunswick, de l'infirmière hygiéniste Jeannita Bernard de Richmond à l'Ile-du-Prince-Édouard et de Suzan Banoub-Baddour, qui est docteur en sciences infirmières à l'Université Memorial de St-Jean à Terre-Neuve. Il n'y avait aucun représentant de la Nouvelle-Écosse et de la Colombie-Britannique à cette rencontre.

Sitôt créé, le nouvel organisme national a adopté une résolution dénonçant la fermeture de l'Hôpital Montfort. Les membres fondateurs «affirment et revendiquent» le droit pour les francophones du Canada de recevoir des services de santé en français: «Nous demandons vigoureusement le maintien et l'intégrité de l'Hôpital Montfort, seul hôpital universitaire francophone de soins primaires et secondaires à l'ouest du Québec.» Selon l'organisme, la fermeture de Montfort «met en péril» tous les acquis des francophones du pays dans le domaine de la santé et des services sociaux.

La situation des services de santé en français varie beaucoup d'une province à une autre. Au Manitoba par exemple, le gouvernement a créé en 1989 un service de ressources avec pour mandat d'appuyer les quelque 20 établissements de santé qui ont été désignés pour offrir des services en français. Il n'y a toutefois pas de véritable formation en santé en français, sauf quelques cours qui sont offerts au Collège universitaire de St-Boniface.

A Terre-Neuve, les soins de santé en français sont très limités. On se contente de traduire des dépliants pour les hôpitaux et les centres de soins communautaires. Au Nouveau-Brunswick, les Acadiens ont accès à des hôpitaux francophones, dont l'Hôpital général Dumont de Moncton, qui offre des soins tertiaires en français.

A l'Ile-du-Prince-Édouard, la situation est meilleure qu'il y a dix ans. Il existe des soins de santé en français dans différents coins de la province. On compte sur des services communautaires et des services hospitaliers «limités» en français. Un service de santé communautaire francophone vient tout juste d'être mis sur pied dans la région Évangéline.

Un sondage national révèle leurs besoins et leurs attentes

OTTAWA (APF) — **Les personnes âgées francophones de l'extérieur du Québec demeurent surtout à la maison, sont jalouses de leur autonomie et de leur indépendance, se considèrent plus pauvres que ce qu'en disent les statistiques officielles, ne sont pas satisfaites des moyens de transport à leur disposition, trouvent important d'avoir une vie active, consultent peu le médecin, et s'adaptent de plus en plus aux nouvelles technologies. Malheureusement, plusieurs sont victimes d'exploitation et de violence.**

Voilà en résumé le portrait qui ressort du premier sondage national d'importance traitant des conditions de vie des personnes âgées francophones vivant en milieu minoritaire, réalisé auprès de 642 personnes âgées par la firme Sarazin intercommunications pour le compte de l'Assemblée des aînées et aînés francophones du Canada.

Les personnes sondées provenaient de partout au Canada. Dans l'Ouest, ces personnes provenaient de Victoria, Sidney, Kelowna en Colombie-Britannique; Edmonton, Bonnyville, St-Isidore en Alberta; Saskatoon, Willow Bunch, Zenon Park en Saskatchewan; et enfin de St-Anne, St-Malo, St-Boniface au Manitoba. En tout, 26 régions réparties entre neuf provinces, à l'exclusion du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest. Les deux tiers des répondants étaient de sexe féminin et 54 pour cent des personnes demeuraient dans des zones rurales.

Première constatation: les personnes du troisième âge jalousent leur indépendance, au point où la très grande majorité (96 pour cent) n'iraient pas vivre chez un de leurs enfants, soit pour ne pas perdre leur liberté d'action soit parce qu'elles ne veulent pas devenir des gardiennes d'enfants. Les personnes âgées qui vivaient dans un établissement d'accueil font exception, puisque 16 pour cent d'entre elles préféreraient se retrouver au sein de leur famille. Curieusement, 40 pour cent des répondants iraient vivre en établissements d'accueil si elles devaient quitter leur maison, faute d'aide.

Il existe un besoin grandissant d'aide à domicile pour l'entretien intérieur et extérieur, ainsi que pour les services de transport.

En fait, les personnes âgées resteraient davantage à la maison si elles avaient accès à de meilleurs services à domicile et si elles pouvaient se les payer. A peine 16 pour cent en reçoivent, alors que plus de 35 pour cent affirment en avoir vraiment besoin. Plus de la moitié (52 pour cent) seraient prêts à payer pour des services, mais 19 pour cent en seraient incapables.

C'est en Nouvelle-Écosse où les personnes âgées reçoivent le plus de services à domicile et à l'Ile-du-Prince-Édouard qu'elles en demandent le plus.

Ce sont surtout les femmes qui avouent avoir de la difficulté à se déplacer. Les personnes âgées (57 pour cent) seraient prêtes à payer un petit montant (4 $ pour un aller simple) pour avoir accès à des services de déplacement, mais 6 pour cent ne pourraient tout simplement pas se les offrir. A la grande surprise des sondeurs, c'est en milieu urbain où le besoin de transport est le plus élevé. Ces besoins sont particulièrement élevés en Nouvelle-Écosse, au Nouveau-Brunswick et en Saskatchewan, alors que c'est en Alberta où on retrouve la plus grande facilité de déplacement.

Les clubs d'âge d'or ne sont pas populaires

Les personnes âgées disent aimer bouger, s'activer et voyager, mais elles ne sont pas particulièrement attirées par les activités des clubs d'âge d'or. Seulement 21 pour cent des personnes sondées sont activement rattachées à un club. La marche (77 pour cent), les voyages (58 pour cent), les sorties au restaurant (47 pour cent) et la danse (25 pour cent) sont les activités préférées.

Qualité de vie

Les personnes âgées contredisent Statistique Canada en ce qui a trait aux seuils de faible revenu. Alors que l'organisme fédéral considère que le seuil de pauvreté se situe à 16 000 $ pour une personne seule et à 21 000 $ pour un couple, les aînées estiment que pour vivre une belle retraite, une personne seule a besoin de 20 000 $ et un couple de 25 000 $ par année.

Les aînés de la Colombie-Britannique, de la Nouvelle-Écosse et de l'Ile-du-Prince-Édouard sont les plus satisfaits de leurs revenus, alors que ceux de la Saskatchewan, de l'Ontario et du Nouveau-Brunswick estiment avoir des revenus inadéquats. Il y aurait plus de femmes aînées pauvres (84 pour cent) que d'hommes (53 pour cent).

Le mythe

Il serait faux de prétendre que les personnes âgées sont responsables de l'augmentation des coûts des soins de santé, à cause de leurs nombreuses visites chez le médecin et de la surconsommation de médicaments. En fait, 64 pour cent des répondants disent ne consulter un médecin qu'une à deux fois par année et seulement 2 pour cent consultent leur médecin chaque semaine. Pour ce qui est des médicaments, 76 pour cent disent n'en prendre que sur recommandation du médecin et 17 pour cent très rarement.

Toutes proportions gardées, la Nouvelle-Écosse et l'Ile-du-Prince-Édouard comptent un plus grand nombre de personnes souffrant d'un handicap physique, alors que les aînés francophones de la Saskatchewan et du Nouveau-Brunswick souffraient surtout de troubles d'ouïe, de vue et de perte de mémoire.

Bon nombre de personnes âgées disent avoir de la difficulté à décrire leurs maux et leurs problèmes dans une langue autre que le français. Les services en français dans le domaine de la santé sont considérés d'ailleurs comme déplorables. Le sondage indique toutefois que le Manitoba, le Nouveau-Brunswick et l'Ontario offrent des services en français, là où le nombre le justifie.

Violence

Pas moins de 26 pour cent des personnes âgées disent connaître des aînées qui subissent de la violence, des abus et de l'exploitation. L'Ile-du-Prince-Édouard a le plus haut taux de cas connus d'abus avec 41 pour cent, suivi du Manitoba (36 pour cent) et de la Nouvelle-Écosse (29 pour cent).

En y regardant de plus près, on découvre que 50 pour cent des personnes âgées francophones de la Nouvelle-Écosse ont été obligées de donner des objets contre leur volonté et 33 pour cent de l'argent. Pas moins de 20 pour cent ont été obligées de discuter du legs de l'héritage avec leurs enfants.

Plus du quart des aînés francophones du Manitoba qui ont participé au sondage disent avoir été «parfois» disputés par leurs enfants. Vingt pour cent des aînés du Nouveau-Brunswick et 17 pour cent en Alberta rapportent le même phénomène. Pas moins de 14 pour cent des aînés de l'Ile-du-Prince-Édouard et 13 pour cent à Terre-Neuve ont avoué avoir fait l'objet de violence verbale.

Percée technologique

Enfin, les personnes âgées s'adaptent lentement mais sûrement aux nouvelles technologies. Près de la moitié (45 pour cent) des personnes âgées se sont finalement adaptées au guichet automatique alors qu'en 1995, près de 20 pour cent se refusaient à l'utiliser.

Autres statistiques intéressantes: 35 pour cent ont un répondeur automatique, 19 pour cent se servent d'un télécopieur, 19 pour cent travaillent avec l'ordinateur, 8 pour cent ont un téléphone cellulaire et 4 pour cent sont branchées sur Internet.

L'ordinateur est surtout populaire auprès des personnes âgées de Terre-Neuve et de la Colombie-Britannique. Les aînés de Terre-Neuve sont aussi les plus nombreux (73 pour cent) à utiliser le guichet automatique. La Saskatchewan tire de l'arrière dans l'utilisation de l'ordinateur, du télécopieur et du guichet automatique. Enfin, c'est en Alberta où l'utilisation de l'Internet (11 pour cent) et du courrier électronique (0,9 pour cent) est la plus fréquente.

Portrait

Jeannette Létourneau, présidente sortante de la FAFA

KAREN DUPLAIN



SAINT-PAUL — **Native de Westlock, un petit village situé au nord de l'Alberta, Jeannette Létourneau s'est fait connaître auprès des communautés francophones de l'Alberta, il y a plusieurs années. Elle a oeuvré dans les écoles d'immersion J.H. Picard et St-Thomas d'Aquin pendant près de 15 ans.**

«La langue française m'a toujours beaucoup préoccupée, soutient Mme Létourneau. J'ai toujours été intéressée par les écoles d'immersion, autant pour le maintien de la langue française que pour l'éducation»

Mme Létourneau fait partie de la FAFA depuis sa fondation, soit le début des années 90. Elle a d'abord été secrétaire pendant deux ans et ensuite vice-présidente pendant deux autres années avant d'accéder à la présidence, poste qu'elle a occupé au cours des trois dernières années. Elle occupe maintenant le poste de présidente sortante au comité exécutif pour la prochaine année.

Saint-Albert:

Un acheminement vers le futur

LUCIENNE BRISSON

SAINT-ALBERT — La dernière assemblée du comité *ad hoc* concernant la communauté chrétienne francophone de Saint-Albert a eu lieu le 20 mai dernier, à l'école La Mission de Saint-Albert. Le but de cette assemblée est d'assurer la continuité du sondage mené auprès des membres de la communauté chrétienne francophone.

L'avenir des Francophones de Saint-Albert, dont il est principalement question lors des réunions, mène à une prise de conscience majeure.

Dirigées par le secrétaire du comité exécutif de la communauté, Gérard Rouleau, les personnes présentes à l'assemblée dont le mandat était l'étude des objectifs et des projets de la communauté francophone, ont dévoilé le résultat du sondage.

Les principaux objectifs du mandat consistent en l'évolution de la personne aux niveaux intérieur, physique et spirituel. Le dernier objectif est de maintenir les liens avec l'école La Mission jusqu'à ce qu'elle trouve un local indépendant.

La qualité de vie d'une communauté peut se mesurer par l'accomplissement de ses objectifs. Il est donc permis de croire que la communauté francophone est sur la bonne voie grâce au travail des membres du comité *ad hoc* qui est formé de Thérèse Gervais, Guy Hébert, Benoît Rhéault ainsi que de Guy et Yvette Nobert.

Une première en Alberta

La maternelle à temps plein

KAREN DUPLAIN

EDMONTON — **Dès septembre prochain, les élèves des écoles élémentaires de Legal, St-Albert, Edmonton, Red Deer et Lethbridge fréquenteront la maternelle à temps plein.**

Le directeur général du Conseil scolaire régional du Centre-Nord, Henri Lemire, voit l'arrivée de la maternelle à temps plein en Alberta d'un bon oeil. «Avec la maternelle à temps plein, l'enfant sera à l'école cinq jours par semaine durant toute la journée ce qui totalise près de 900 heures dans l'année. C'est attrayant pour les parents qui travaillent à temps plein et qui ont de la difficulté à trouver des gardiennes francophones», soutient-il.

La conseillère pédagogique du Conseil scolaire affirme quant à elle que «la maternelle à temps plein est une excellente transition entre la maison et la première année.» Elle prétend aussi que cette nouvelle intégration est bonne autant pour l'élève que pour le professeur. «Les enseignants auront plus de temps pour assurer le bon volet de l'oral, pour approfondir les concepts et intégrer la culture tout en respectant le rythme de l'enfant» a-t-elle soutenu.

Outre l'Alberta, il y a aussi la province de Québec qui offrira la maternelle à temps plein à compter de septembre 1997. Ces deux dernières viennent s'ajouter à l'Ontario, au Nouveau-Brunswick et à la Nouvelle-Écosse qui l'offrent déjà.

D'ici septembre, le Conseil scolaire travaillera à l'embauche et la formation du personnel enseignant ainsi qu'à l'aménagement des nouveaux locaux.





Les militants et militantes syndicaux et sociaux s'y opposent

OTTAWA — Les militants(es) sociaux et syndicaux ont créé une nouvelle alliance lors de leur rassemblement à Belo Horizonte, au Brésil le mois dernier. Cette nouvelle alliance obligera dorénavant les gouvernements à reconnaître les iniquités causées par le commerce non réglementé et à modifier le projet de Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA).

L'organisation syndicale interaméricaine (ORIT) et ses affiliés, sous la direction du secrétaire-trésorier du Congrès du travail du Canada (CTC), Dick Martin, se sont joint à des groupes d'action sociale et environnementale qui comprend un certain nombre d'organisations canadiennes dans le cadre de cette nouvelle alliance.

Selon M. Martin, cette alliance serait une bonne protection pour les Occidentaux. «Les gens de l'hémisphère occidental entier affrontent des problèmes semblables dont seule l'envergure varie. Des millions de personnes sont en chômage. Les personnes qui ont un emploi n'ont pas de sécurité d'emploi. Au Canada comme au Chili, il n'est pas rare que les employeurs menacent d'aller s'installer ailleurs si leur personnel ne leur remet pas une partie de sa rémunération ou s'il se syndique. Seule la collaboration des militants et militantes syndicaux, sociaux et environnementaux peut protéger les travailleurs et travailleuses, la société civile et l'environnement», a déclaré le secrétaire-trésorier du CTC.

L'ORIT a exigé que les pays occidentaux qui participent aux pourparlers au sujet du ZLEA traitent le mouvement syndical avec la même considération qu'ils accordent au patronat. Le Canada a changé de position à ce sujet et appuie la revendication syndicale comme le font l'Argentine, le Brésil, l'Uruguay, le Paraguay et les États-Unis.

La nouvelle alliance tiendra un «sommet populaire des Amériques» à Santiago, au Chili et les chefs d'États de l'hémisphère se réuniront pour participer au Deuxième sommet des Amériques, en mars 1998.

Déclaration

Voici le résumé des six principaux points de la déclaration portant sur la création d'une alliance sociale hémisphérique pour faire face au libre-échange.

Premièrement, il ne devrait pas y avoir de Zone de libre-échange des Amériques, si celle-ci doit être éventuellement convertie en un accord semblable aux accords déjà existants comme l'ALÉNA. Ils requiert une entente qui favorise le développement pour tous les peuples de l'hémisphère, qui cherche à réduire les écarts et qui permet l'intégration de l'économie sur la base des modèles de développements nationaux.

Pour être viable, tout modèle de développement national doit tenir compte des conditions commerciales et de l'économie mondiale. Il doit aussi mettre en valeur le potentiel de chaque pays et élaborer une stratégie visant à établir sa place unique dans le monde. Le libre-échange est en fait une réglementation commerciale qui accroît les avantages du capital international.

Deuxièmement, les citoyens et citoyennes doivent participer à la négociation de tout accord qui doit être ratifié dans chaque pays. Ce dernier doit respecter les droits sociaux et économiques des travailleurs et travailleuses, des femmes victimes de la restructuration, des autochtones ainsi que des travailleurs migrants et doit les faire respecter.

Troisièmement, il faut mettre fin à la tendance actuelle qui consiste à harmoniser les conditions de travail et les salaires des travailleurs et travailleuses. Ils revendiquent donc une Charte des droits sociaux et économiques des citoyens et citoyennes des Amériques qui serait dotée d'un mécanisme d'exécution démocratique.

Quatrièmement, la ZLEA devrait protéger et améliorer l'environnement et garantir le respect des droits des travailleurs migrants et accorder une attention particulière à la sécurité alimentaire. Elle devrait aussi protéger et encourager les micros et petites entreprises urbaines à créer de l'emploi.

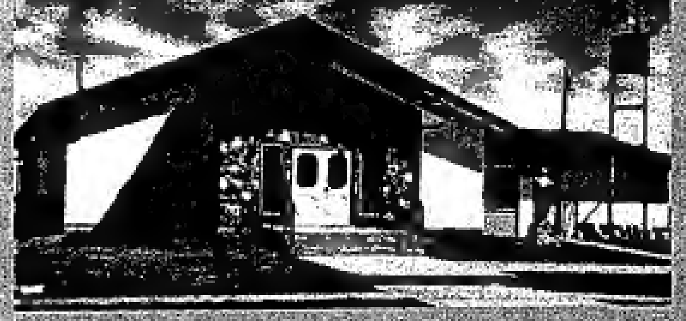
Cinquièmement, la propriété intellectuelle devrait être protégée. La question de la dette extérieure devrait également être prise en considération quant à sa capacité de réduire les agissements des gouvernements dans le secteur du développement.

Et finalement, il faut résoudre le problème des barrières non tarifaires. L'interaction de nos économies devrait résoudre l'intégration nationale des liens productifs pour lesquels nous revendiquons des règles d'origine.

Les membres de cette nouvelle alliance seront convoqués à un deuxième Sommet sur les peuples d'Amérique pour la création d'une alliance sociale hémisphérique. Leur but étant de rejeter tout accord qui ne soit pas conforme à leurs revendications.

75e anniversaire de la Paroisse Sacré-Coeur de Donnelly

La troisième église



NOELLA FILLION

DONNELLY — **La deuxième église de Donnelly a été la proie des flammes, le 6 mars 1974. C'était la consternation. Le presbytère a été évacué de peur que les flammes s'y propagent. L'escouade des pompiers volontaires de Donnelly s'est mise à l'oeuvre en peu de temps en essayant de contrôler l'incendie. Mais, comme une épreuve rallie souvent les membres d'une même famille, la paroisse de Donnelly n'a pas fait exception. Les syndics ont relevé le défi, épaulés et soutenus par leur curé, l'abbé Wilfrid Dubé.**

À cette époque, on se servait de la salle communautaire et du gymnase de l'école G.P. Vanier pour les célébrations liturgiques. Le comptable de la paroisse, Jean-Luc Forcier, planifiait en fonction du nombre de paroissiens pratiquants puisque c'est eux qui assuraient le coût de l'entretien. Il leur faisait alors parvenir un circulaire qui recueillait leurs opinions.

Vient ensuite le temps des grandes corvées. Les bénévoles doivent remplir le sous-sol de l'église incendiée, réparer le site avec du sable et du gravier et refaire l'aménagement paysagé. Les cultivateurs utilisaient leur camion et l'essence leur était fournie par Texaco et Esso. La municipalité de Smoky River leur fournissait les machines à condition que ces derniers payent les opérateurs. Les corvées étaient coordonnées par Maurice Cloutier et Clément Therriault.

Les syndics et les bénévoles organisaient un bingo hebdomadaire pour amasser des fonds. La Congrégation des Soeurs de Ste-Croix a aussi fait un don substantiel et les bénévoles étaient nombreux à offrir leur aide. Un soutien qui surprend le comptable de Donnelly, M. Forcier. «Notre paroisse n'est pas entourée par l'église, mais plutôt par la communauté chrétienne. Elle compte 577 catholiques et 95 non-catholiques», a-t-il déclaré.

Les Aventures de "GR





FCFA du Canada:

Le gouvernement fédéral doit poser des gestes concrets

OTTAWA — **Étant donné l'accession du *Reform Party* au statut d'Opposition officielle, le gouvernement libéral doit réaffirmer son engagement envers la francophonie canadienne en posant rapidement des gestes tangibles pour appuyer son développement. Ainsi, il fera la preuve de son leadership et ses actions indiqueront au *Reform Party* que son message d'intolérance n'influencera pas les politiques du prochain Parlement en matière linguistique.**

C'est en ces termes que réagissait la Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada aux résultats du scrutin.

«Le gouvernement fédéral doit annoncer des actions concrètes et il doit le faire rapidement, pour indiquer au *Reform Party* qu'il n'a pas l'intention de permettre à son message d'intolérance de compromettre l'édification de notre pays» a expliqué Jacques Michaud, président de la FCFA du Canada. «Il faut démontrer au *Reform Party* que l'unité canadienne passe davantage par la vitalité du fait français d'un océan à l'autre, qu'en attisant la division et l'antagonisme entre les deux peuples fondateurs.»

La FCFA du Canada entreprendra, lors du prochain Parlement, des relations soutenues avec tous les partis fédéraux qui ont réaffirmé leur engagement vis-à-vis des communautés francophones et acadiennes au moment de la campagne électorale. Ces liens serviront d'une part à contrer les ambitions haineuses du *Reform Party* et d'autre part, à rappeler au gouvernement ses responsabilités à l'égard des communautés francophones et acadienne.

Enfin, la FCFA du Canada est soulagée de constater que le *Reform Party* n'a pas réussi à augmenter son suffrage, ni à percer à l'extérieur de la région de l'Ouest canadien. Ceci témoigne du fait que les Canadiennes et les Canadiens ont rejeté le message anti-francophone véhiculé par ce parti. D'ailleurs, la FCFA du Canada croit que l'accession du *Reform Party* à l'Opposition officielle témoigne davantage du désabusement des provinces de l'Ouest que de la montée d'un ressentiment envers les francophones au pays.

«Il est évident que la présence du *Reform Party* à l'Opposition officielle est inquiétante pour les communautés minoritaires de langue française. Par contre, nous savons que la grande majorité des Canadiennes et Canadiens sont en faveur du principe de la dualité linguistique. Nous espérons que le *Reform* aura compris le message que lui ont transmis les électeurs et les électrices: l'intolérance n'a pas sa place au Canada », de conclure le président.

La Fédération des communautés francophones et acadienne est un organisme national qui regroupe les associations de neuf provinces et de deux territoires ainsi que quatre organismes nationaux à vocation sectorielle. Elle a pour but de promouvoir les droits et les intérêts des communautés francophones et acadienne du pays.

Débutez vos vacances...à Fort McMurray!

FRANÇOIS PAGEAU

EDMONTON — **À chaque année, la question se pose: où aller pour les vacances d'été... Banff? Trop de touristes. Hawaii? Trop cher. Drumheller? Les dinosaures, c'est assez. Le Québec? Trop loin... Ne cherchez plus, Fort MacMurray est la ville qu'il faut visiter en 1997.**

Dernière ville du nord de l'Alberta, aux portes d'une nature sauvage, Fort MacMurray a connu une formidable expansion depuis la découverte et l'exploitation du pétrole contenu dans les sables bitumineux de la région.

GÉOGRAPHIE

Située au confluent de deux rivières, la Clearwater et l'Athabaska, la ville de Fort MacMurray est nichée au creux d'une vallée dont les rives sont bordées de forêts pleines de grands conifères. Cette végétation est en contraste avec la région périphérique, typique de la toundra canadienne avec ses conifères très courts.

HISTOIRE

C'est en 1778 que Peter Pond, explorateur et marchand de fourrure, descend la rivière Clearwater et construit un fort sur la rivière Athabaska. Les indiens Cri et Chipewyan, installés au confluent des rivières Clearwater et Athabaska, font la traite des fourrures. En 1790, Le grand explorateur MacKenzie décrit pour la première fois les sables bitumineux. Entre ce moment et 1821, les deux grandes compagnies de traite de fourrures, la Compagnie de la Baie-d'Hudson et la Compagnie du Nord-Ouest, se font une compétition féroce dans la région.

Du début du siècle jusqu'à aujourd'hui, un nombre incroyable de compagnies pétrolières tentent d'exploiter les richesses des sables bitumineux, avec plus ou moins de succès, jusqu'à l'arrivée de *Suncore* et *Syncrude* à la fin des années 1970 et le début des années 1980.

POPULATION

En 1991, la population de la ville de Fort MacMurray s'élève à 34 706 habitants, alors qu'en 1971 elle n'était que de 6 743 habitants. En 1995, la municipalité de Fort MacMurray et le *Improvement District #18No* s'amalgament pour former la municipalité régionale de Wood Buffalo, la plus vaste municipalité en Amérique du Nord. La population de la nouvelle municipalité s'élève maintenant à 37 139 habitants.

LOISIRS

Au sein même de la ville, le les sentiers du Parc Heritage mettent en valeur l'histoire locale et ceux qui l'ont faite. Autour de la ville, les parcs provinciaux offrent des lacs et des sites de camping enchanteurs.

La visite du Centre d'interprétation des sables bitumineux permet de mieux comprendre la richesse des ressources naturelles et le génie humain qui arrive à trouver des façons ingénieuses de les exploiter.

Dans la ville même, tous les services sont disponibles: des restaurants de type «Fast-Food» aux hôtels en passant par les centres commerciaux, Fort MacMurray est une ville moderne et dynamique.

Et cette année, la Fête franco-albertaine fera vibrer le parc MacDonald Island, un site extraordinaire, un oasis de nature en plein centre-ville, un parc disposant des services les plus modernes pour présenter des spectacles et de l'animation pour les petits et les grands et offrant de grands espaces de camping parfaits pour tous les visiteurs. Avec la présentation de spectacles de groupes de partout au pays, la Fête franco-albertaine à Fort MacMurray, du 27 juin au 1er juillet 97, est l'événement incontournable de l'été.

Laissez-vous tenter par l'esprit d'aventure cet été et visitez Fort MacMurray, la perle du nord albertain.

"GRIBBIT" la grenouille





OFFRES D'EMPLOIS

Le Centre éducatif communautaire de l'Alberta Centre du Nord-Est est à la recherche d'un(e)

COORDONNATEUR / COORDONNATRICE

poste à temps plein (35 heures par semaine)

Programme d'éducation aux adultes en français

Responsabilités:

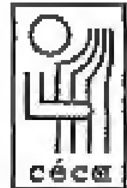
- Connaissance de la francophonie minoritaire
- Bonne maîtrise de la langue française
- Maîtrise de l'anglais
- Autonomie, leadership et dynamisme
- Expérience dans le travail avec des bénévoles d'organismes à buts non-lucratifs
- Sens organisationnel développé, bonne gestion du temps
- Connaissance en informatique et en comptabilité
- Disponibilité, flexibilité

Salaire: à négocier selon les compétences et l'expérience

Date d'entrée en fonction: le 25 août 1997

Veuillez faire parvenir votre curriculum vitae avant le 6 juin 1997 à:

Marie-Claire Brousseau, présidente
C.É.C.A. du Nord-Est
C.P. 3078
St-Paul (Alberta)
T0A 3A0



OFFICE NATIONAL DE L'ÉNERGIE
AVIS D'INSTANCE

Novagas Clearinghouse Ltd.

En date du 12 mai 1997, Novagas Clearinghouse Ltd. («NCL») a déposé auprès de l'Office national de l'énergie (l'«Office»), en son propre nom et au nom de certains expéditeurs, une demande visant à établir si certaines mesures prises par Westcoast Energy Inc. («Westcoast») et des dispositions de son tarif pipelinier, y compris les barèmes des droits, sont appropriées. La demande porte sur les méthodes adoptées par Westcoast à l'égard des arrangements d'extraction de gaz passés avec Solex Developments Company Inc. à Taylor, en Colombie-Britannique.

L'avis a pour but d'établir une liste des parties intéressées, de définir la portée des questions que l'Office examinera, et de déterminer la façon la plus efficace de traiter la demande. Toute personne qui souhaite obtenir une copie de la demande doit communiquer avec NCL à l'adresse suivante:

Monsieur Wayne J. Roesch
Vice-président, Affaires externes et projets spéciaux
Novagas Clearinghouse Ltd.
Bureau 800, 707 - 8e Avenue s.-o.
Calgary (Alberta)
T2P 3V3
Téléphone: (403) 781-3352
Télécopieur: (403) 781-3355

Toute personne qui souhaite intervenir dans l'instance doit déposer une intervention écrite auprès du secrétaire de l'Office et en signifier une copie à NCL à l'adresse susmentionnée.

Les parties intéressées sont priées d'inclure dans leur intervention des commentaires sur la démarche à suivre pour l'examen de la demande et sur les questions spécifiques que l'Office devrait examiner. La date limite de réception des interventions est le 23 juin 1997. Lorsque l'Office les aura reçues, il publiera d'autres instructions et une liste des parties.

M.L. Martin
Secrétaire par int.
Office national de l'énergie
311 - 6e Avenue s.-o.
Calgary (Alberta)
T2P 3H2
Télécopieur: (403) 292-5503

Bourse de stage à Saint-Pierre et Miquelon

Le Consulat Général de France met à la disposition des jeunes, des bourses pour un stage portant sur la «Connaissance de la France». Le stage a lieu à Saint-Pierre et Miquelon du 28 juin au 12 juillet 1997.

Les conditions d'admission sont:
- être âgé entre 18 et 25 ans
- être sportif/sportive, aimer marcher dans la nature et pouvoir passer des journées en mer à observer des cétacés et des oiseaux
- avoir un intérêt pour la biologie, les sciences humaines ou le français (ça peut aussi être votre champ d'études)

Chaque participant(e) devra rédiger une lettre de motivation pour être illigible à ce stage. À noter aussi que la bourse de stage ne couvre pas les frais de voyage jusqu'à Saint-Pierre et Miquelon.

Pour plus de renseignements sur les stages, vous pouvez communiquer avec:
Le FRANCOFORUM
Boul. Port-en-Bessin
C.P. 4382
97500 Saint-Pierre et Miquelon
Tel: (508) 41 24 38 ou
Fax: (508) 41 39 29
Internet: forumspm@cancom.net

Sur les bourses:
Consultat Général de France
1201 - 736 Granville Street
Vancouver, Colombie-Britannique
V6Z 1H9
Tel: (604) 681-4345 poste 233 ou
Fax (604) 681-4287
Internet: bcle@mindlink.bc.ca

Un nouveau membre au sein de l'ACELF

KAREN DUPLAIN

QUÉBEC — L'Association canadienne d'éducation de langue française (ACELF) a un nouveau secrétaire général depuis le 22 mai dernier. Le président de l'ACELF, Louis-Gabriel Bordeleau, a choisi Jean-Guy Rioux pour assumer les fonctions de secrétaire général et de trésorier de l'ACELF jusqu'au 1 novembre 1997.

Membre de l'ACELF depuis 1978, M. Rioux en a été le président de 1986 à 1989. Il a aussi été vice-recteur de l'Université de Moncton pendant dix ans et a déjà dirigé le centre de recherche et de développement des produits marins du Nouveau-Brunswick.

C'est Charlotte Ouellet qui assumera sa succession de novembre 1997 à novembre 1999. Elle n'en est pas elle non plus à ses premières armes au sein d'un organisme francophone. Elle a enseigné dans une école francophone du Yukon pendant cinq ans et a été coordonnatrice du Salon du livre de l'ACELF en 1989. Elle a aussi été collaboratrice au cabinet du Ministre de l'Éducation et représentante de la Fédération des communautés francophones et acadiennes du Canada.

L'ACELF se dit entièrement satisfaite de la nomination de M. Rioux et de M. Ouellet à sa tête et croit qu'ils rempliront bien leurs mandats en tant que promoteurs et protecteurs de la langue française au Canada.



DANTE'S PEAK

Il y un vulcanologue célibataire (quelqu'un qui étudie les volcans).

Il y a la mairesse d'une jolie petite ville, divorcée et mère célibataire.

Il y a un très ancien volcan éteint qui domine la jolie petite ville.

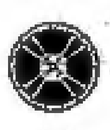
Il y a un jeune garçon, une fillette et une grand'mère.

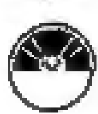
Et, bien sûr, il y a un chien.

Avec ces ingrédients, je suis convaincu que vous pourriez m'écrire un scénario de film à catastrophe sans la moindre difficulté, et que vous auriez un produit qui ressemblerait étrangement à Dante's Peak, un film qui arrive tout juste sur les étagères des magasins vidéo.

Mettant en vedette Pierce Brosnan (Remington Steele à la télé, nouveau James Bond au cinéma) et Linda Hamilton (la maman un peu obsessive de Terminator 2), cette production est tout au plus honnête. Les péripéties sont prévisibles, la réalisation est correcte, le jeu des acteurs est juste. Les effets spéciaux, eux, sont un peu plus intéressants et sont bien utilisés, en ce sens qu'ils ne remplacent pas le scénario. Autrement dit, ils évitent le piège dans lequel est tombé le réalisateur de Volcano, un autre film à catastrophe mettant en vedette un volcan, et qui devrait se retrouver dans les magasins vidéo d'ici quelques semaines. Dans ce dernier film, tout ce qu'on voit, c'est de la lave qui coule dans les rues de Los Angeles. Après dix minutes, je vous jure que c'est assommant.

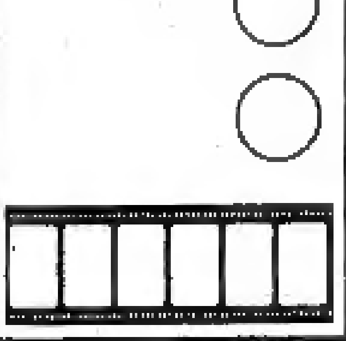
Peut-être est-ce parce que les films à catastrophe ne devraient plus exister. De Earthquake à Volcano en passant par Towering Inferno, toutes les catastrophes possibles ont été explorées et rien de vraiment nouveau ou original n'a été dit ou montré. Mais s'il faut vraiment choisir, louez plutôt Dante's Peak que Volcano. Vous aurez un peu plus de plaisir.

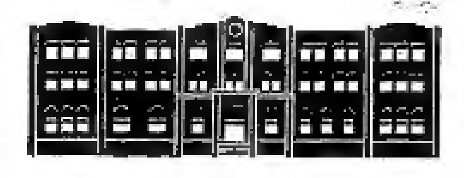




DANTE'S PEAK
avec Pierce Brosnan et Linda Hamilton
En vidéo.

2 et demi / 5







Depuis plusieurs années, le Bureau de la pratique de l'enseignement de la Faculté Saint-Jean apprécie grandement le travail de ses nombreux enseignants coopérants et professeurs conseillers. Que se soit dans le cadre du cours EDUC 200 où les stagiaires font des observations tout en participant activement à différentes tâches d'enseignement pendant dix demi-journées ou les deux stages pratiques de six semaines consécutives. Les enseignants coopérants qui accueillent les stagiaires dans leur classe ainsi que les professeurs conseillers qui visitent les stagiaires deux à trois fois durant le stage en représentant la Faculté, font un travail remarquable dans la formation des enseignants de demain. Nous reconnaissons le temps et l'énergie qu'ils y mettent et les remercions sincèrement. Voici les noms des enseignants coopérants ainsi que les professeurs conseillers pour l'année académique 1996/97:

ENSEIGNANTS COOPÉRANTS 1996/97

Nicole Albright
Adèle Amyotte
Danielle April
Jeannette Arès
Angèle Aubin
Nicole Audet
Mark Babin
Margot Baril-Cooke
Nina Bartels
Nicole Beaudoin
Francine Bédard
Louise Bérubé
Michel Bélanger
Monique Bélanger
Arleen Bell
Colette Belzile
Lucille Belzile
Russell Bennett
Louisa Bilodeau
Daniel Blais
Francis Blais
Jacques Blanchard
Claudette Bodson
Richard Bonneville
Émilia Borruso
Christine Bouchard
Suzanne Bouchard
Julie Brisson
Louis Bugeaud
Gracia Bugeaud-Brinkman
Christiane Campbell
Suzanne Campbell
Armando Carmona
Andrée Caron
Georgia Carter
Claudette Chiasson
Alan Chouinard
Cindy Collin
Dean Cockburn
Marie Commance-Shulko
Marie-Claude Corazza
Rock Cormier
Luce Cormier-Chartrand
Pascal Couture
Holly Cyr
Émilie Daigle
Jacqueline Dargis-Boucher
Valerie Davey
Lisa DeAbreu
Thérèse de Champlain
Yvonne Cruickshank
Jean-Pierre Décorby
Rita Delongchamp
Jeannette de Moissac
Sylvie Desjardins
Danielle Desrochers-Creurer
Angèle Déry
Cozette Dick
Kim Doan
Annie Drapeau
Claude Dubé
Eugénie Dubé
Normand Dupont
Isabelle Durand
Heather Dyson
Anna Filipowski
Barbara Filipowski
Suzanne Foisy-Moquin
Denis Fontaine
Line Fortier
Annie Foster
Gilles Gagnon
Josée Gagnon
Linda Gagnon
Azza Ghali
Lorelei Gibeau
Carl Girard
Georgette Girard
Marie-Claire Girard
Lucie Giroux
Kim Gorski
Sean Goudie
Marcella Goudreau
Denis Gravel
Léola Gravel
Chantal Grégoire
Nicolette Groeneveld
J.-C. Guérette
Gilbert Guimont
Lina Hannah
Pierre Hébert
Gisèle Houle
Sylvia Jackson
Collette Jarbeau
Laurent Johnson
Ginette Jolicoeur
Anita Kabyn
Shelley Knopp
Bernard Labranche
Suzanne Lachance
Denis Lacroix
Élaine LaFlèche
Gaetan Lamontagne
Marylène Lamy-Rittammer
Brigitte Lang
Lianne Lapointe
Éric Lavoie
Lucie Lavoie
Valérie Leclair
Rachelle Lemay
Josée Lemire
Marianne Leslie-Spinks
Caroline Létourneau
Sophie Loiselle
Gilles Longval
Ron Lucas
Céline Luchka
Édith Luchka
André Lussier
Randy Lyseng
Louise Maccabée
Nicole MacDonald
Marguerite MacLellan
Odette Mallet
Ginette Marcoux
Julie Marsolais
Marielle Maurice
Micheline Mazubert
Robert Mazzotta
Danielle McCallion
Aline McGinn
Valérie McIntosh
Line Melanson
Janet Mitchelson
Blanche Mochon
Jean Mongrain
Francine Moore
Thérèse Moquin
Claire Muller
Carmen Nault
Éveline Nicolet
Denise Noel
Solange Pahud
Guy Paradis
Julie Parent
Sylvie Parzé
Jacinthe Pharand
Mariette Plamondon
Martin Poirier
Linda Poulin
Suzie Racine
Rose-Marie Réquéna
Dolorès Ricard
Rocque Richard
Alice Roberge
Claire Roberge-Parker
Debbie Roberts
Vivianne Robertson
Hélène Rochefort
Antoinette Romanchuck
Pierre Rousseau
Caroline Roux
Nicole Royer
Françoise Ruban
Rosa Scarpelli
Nicole Schmidt
Candice Sewell
Élise Shank
Dolph Shaw
Mireille Simpatico
Annette Smith
Dorota Smith
Carmen Somers
Maryse Soucy
Carmen Steele
Ewa Stroemich
Danielle Subranni
Ruby Swekla
Claudine Tardif-Dufour
Éric Thibeault
Jean-Daniel Tremblay
Nicole Tremblay
Nadine Trottier
Van Truong
Johanne Vachon
Claude Viel
Georgina Wood
Randall Woudstra
Elizabeth Wurtz
Lorraine Zelyas
Jacqueline Zolondek

PROFESSEURS CONSEILLERS 1996/97

Larry Amiot
Louise Amyotte
Linda Arsenault
Chantal Bock
Ed Caraher
Joseph-Étienne Champagne
Carole Chardon-Wells
Catherine Côté
Thérèse de Champlain
Gilles Denis
Suzanne Dionne-Coster
Denis Dubé
Rochelle Gagnon
Tony Fantillo
Richard Fortin
Anne-Marie Goggin
Nicolette Groeneveld
Joanne Hanson
Rita Hébert
Monique Holm
Armand Laing
Alison Logan
Janet Maisonneuve
Paulette Maltais
Marcel Normandeau
Lilly Oldham
Denise Ouellette-Berkhout
Simon Pagé
Vivianne Plouffe
Larry Reynaldo
Yvonne Retallack
Pierre Rousseau
Georges Sauvé
Esther Siry
René St. André
Paul Thériault

PETITES ANNONCES

Dans le but de vous offrir un meilleur service Le Franco vous offre une chronique de petites annonces.
Tarifs: 7 $ pour 20 mots ou moins pour 1 semaine; 12 $ pour 20 mots ou moins pour 2 semaines. Plus de 20 mots: 10¢ de plus par mot. Annonces encadrées: ajoutez 3,50 $ pour l'encadrement. **Vous devez calculer 7% de TPS.**
Toutes les petites annonces doivent nous parvenir accompagnées du paiement: chèque ou mandat-poste à notre bureau avant le lundi midi. Aucune annonce ne sera acceptée par téléphone. Toute annulation peut être faite par téléphone en composant le 465-6581 avant le lundi midi. Nous n'acceptons pas les frais d'appel. Faites votre chèque ou mandat-poste à l'ordre de:

Le Franco, 201, 8527-91e rue, Edmonton (Alberta), T6C 3N1

COOP d'habitation: Le quartier du collège reçoit les applications pour la location d'appartements. SVP communiquer avec Rose-Marie Tremblay au 469-1116 (dec 97)

Offre mes services pour garder un enfant à temps plein, serait éligible à l'École Enfantine en septembre prochain dans le groupe de 4 ans. Info: Maryse au 465-3667 (2-5)

Georgette Hamel (A. Mus.). Enseignante de piano d'expérience. Compétence en musique et en pédagogie. 6346 - 90 rue, tél.: 462-2348 (19-9)



ALBERTA HARDWOOD FLOORING (EDM) LTD.

Jean-Yvon L'Italien
Représentant des ventes

Tél.: (403) 455-4140
Téléc.: (403) 455-4342
1-800-272-7858

- *Ponçage*
- *Installations nouvelles*
- *Plancher pré-fini*

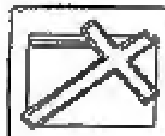
11810 - 160 rue
Edmonton, Alberta
T5V 1C9



Nettoyage de tapis, fauteuils et plafonds avec le système
Fabri Zone
Tapis nettoyés, purifiés et secs en dedans de 2 heures

J.-M. Cadrin
8629 - 95e Rue
Edmonton, Alberta
T6C 3W6

Service (24 heures)
426-6625
Rés.: 469-3067
Téléc.: 463-2514



PRIÈRE AU ST-ESPRIT

Nous désirons informer nos lecteurs que vous pouvez faire publier la **PRIÈRE AU ST-ESPRIT** dans **LE FRANCO**. Vous devez inclure avec votre demande la somme de 21,40$ (TPS comprise). n'oublier pas d'inscrire vos initiales.
LE FRANCO
201, 8527-91e rue
Edmonton (Alberta)
T6C 3N1



Paroisses francophones

Messes du dimanche

EDMONTON

Saint-Thomas d'Aquin
8410-89e rue
Samedi 16h30
Dimanche 9h30 et 11h

Immaculée-Conception
10830 - 96e rue
Dimanche: 10h30

Saint-Albert
Chapelle Connelly-McKinley
9, Muir Drive
Dimanche: 10h

Sainte-Anne
9810 - 165e rue
Dimanche: 10h30

Saint-Joachim
9928 - 110e rue
Vendredi et samedi: 17h
Dimanche: 10h30

Beaumont, Saint-Vital
4905 - 50e rue
Dimanche: 9h30

CALGARY

Sainte-Famille
1719 - 5 rue S.O.
Samedi: 17h
Dimanche: 10h30

LEGAL

Paroisse St-Emile
Dimanche: 9h30

ST-ISIDORE

Paroisse St-Isidore
Dimanche: 11h30

SAINT-PAUL

1er, 3e et 5e samedi à 19h30
Dimanche à 9h30

Connelly McKinley Ltd.
Salon Funéraire



10011 - 114e Rue
Edmonton, Alberta
422-2222

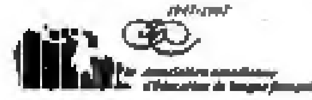
9, Muir Drive St-Albert 458-2222	256, rue Fir Sherwood Park 464-2226

FORUM
sur l'avenir de l'éducation de langue française
APPEL DE MÉMOIRES

La force des liens
favorisera-t-elle l'éducation de langue française?

Défis, espoirs...

Pour obtenir des renseignements supplémentaires, ou pour obtenir un Cahier d'appel de mémoires :



268, rue Marie-de-l'Incarnation
Québec (Québec) G1N 3G4
Téléphone : (418) 681-4661
Télécopieur : (418) 681-3389
Courrier électronique : informat@acelf.ca
Visitez le site Internet : http://www.acelf.ca/forum

Dr J. Georges Sabourin
B.A., M.D., F.R.C.S. (C)

303 Hys Centre • 11010 - 101e Rue
Edmonton, Alberta T3H 4B8

Obstétricien **Tél.: 421-4728** *Gynécologue*

DR COLETTE M. BOILEAU
DENTISTE

350, West Grove Professional Bldg.
10230 - 142e Rue, Edmonton, Alberta T5N 3Y6

Tél.: 455-2389

CADRIN DENTURE CLINIC
Bernard Cadrin

Édifice G.B. 9562 - 82e Avenue
Edmonton, Alberta T6C 0Z8
Entrée ouest, plancher principal
Bur.: 439-6189 **Rés.: 465-3533**

Dr Léonard Nobert
Dentiste

54 Rue St. Micheal, St-Albert, Alberta T8N 1C9
Téléphone: 459-8216

DR R.D. BREAULT
• DENTISTE •

Strathcona Medical Dental Bldg.
Pièce 302, 8225 - 105e Rue, Edmonton, Alberta T6E 4H2
Tél.: 439-3797

DUROCHER SIMPSON
AVOCATS
Service personnalisé et efficace d'une équipe d'avocats expérimentés
Contactez: Me Allan W. Damer, avocat
EDMONTON: 801 Esso Tower, Scotia Place, 10060 avenue Jasper
Tél.: 420-6850
MORINVILLE: 10201 100 avenue
Tél.: 939-2936 (mardi et jeudi)

McCuaig Desrochers
BARRISTERS SOLICITORS AVOCATS NOTAIRES

Au service de la francophonie albertaine

2401 Toronto Dominion Tower
Edmonton Centre N.W.
Edmonton ab T5J 2Z1

Tél.: (403) 426-4660
Fax.: (403) 426-0982



Du 27 juin au 1er juillet 1997

Spectacles pour enfants et animations !
Spectacle par les Bûcherons et animations continues par de amuseurs publics

Le Village francophone...
Camping gratuit pour tous les détenteurs de passeports !
Une scène sera installée au centre du Village francophone !

Grandiose !
Visite guidée en français du Centre d'interprétation des sables bitumineux

Salle d'exposition, activités sportives et de loisirs, jeux gonflables et bien d'autres activités !

Commandez votre passeport dès maintenant.
Faites vite ! après le 15 juin, tous les prix augmentent de 5$





Programmation pour les enfants!

Vendredi 27 juin	La Gribbitterie sous les étoiles (garderie)
Samedi 28 juin	Coin des enfants Visite du centre d'interprétation Atelier de caricature Jeu gonflable Kermesse Spectacle des Bûcherons Spectacle de Magie La Gribbitterie sous les étoiles
Dimanche 29 juin	Jeu gonflable Coin des enfants Visite au centre d'interprétation Spectacle des Bûcherons Atelier de caricature Spectacle de Magie La Gribbitterie sous les étoiles (garderie)
Lundi 30 juin	Visite au centre d'interprétation Spectacle des Bûcherons Jeu gonflable Chasse aux trésors

Les Frères à Ch'val

Nos grands spectacles !
Soirée albertaine

- Intelli*bandzia* (Alberta)
- Les Barbares (Alberta)
- L'orchestre maison (Alberta)

- **La troupe de danse les Blés d'Or (Alberta)**
- **Jean Racine (Québec)**

La Boîte à chansons
Plus de 25 artistes en provenance de tous les coins de l'Alberta !

Barachois
(Île du Prince Édouard)



BON DE COMMANDE

Nom ____________________
Adresse ____________________
Tél ____________________

Émettre votre chèque à: **A.C.F.A. Provinciale**
La Fête franco-albertaine
303 - 8527 rue Marie-Anne-GHaboury
Edmonton, Alberta T6C 3N1

PASSEPORT 4 JOURS	Avant le 15 juin	Après le 15 juin	Quantité	VISITE DES SABLES BITUMINEUX (13 ans et plus)	Avant le 15 juin	Après le 15 juin	Quantité	REPAS COMMUNAUTAIRES soupers: 10$ adultes - 5$ enfants/ par repas déjeuners 5$ adultes - 2$ enfant/ par repas		Quantité	CAMPING (gratuit)		TOTAL
Adulte	35	40		Samedi (9h-12h30)	5	10		Souper samedi	adulte		Tente		$
13-17 ans	20	25							enfant				
7-12 ans	10	15		Dimanche (13h-16h30)	5	10		Souper dimanche	adulte				
									enfant				
0-6 ans				Lundi (9h-12h30)	5	10		Déjeuner sam, dim, lun.	adulte		roulotte		
Groupe 20 et +	25	35							enfant				(non-remboursable)
SOUS-TOTAL:													Vendu par: